



GRAND MAGISTÈRE - VATICAN
ORDRE ÉQUESTRE DU SAINT-SÉPULCRE
DE JÉRUSALEM

Au service des pierres vivantes en Terre Sainte

Mise à jour du Patriarcat latin sur les effets du COVID-19



Juste avant Pâques, l'Administrateur général du Patriarcat latin de Jérusalem, Sami El-Yousef, a fait le point sur la situation à laquelle doivent faire face les communautés locales en Palestine, en Israël et en Jordanie. La Palestine et la Jordanie connaissent un nombre relativement faible de cas, mais elles ont imposé de fortes restrictions dès le début de la pandémie. Israël a fait de même plus tard, mais on y enregistre un plus grand nombre de cas et de décès dus au Covid-19.

Les premiers cas de coronavirus dans la région ont été découverts dans un hôtel de Bethléem, au début du mois de mars. L'Autorité palestinienne a déclaré un état d'urgence national, le 5 mars 2020, comportant la fermeture des écoles, des universités et des lieux de culte. Cet état d'urgence national a été reconduit le 4 avril 2020 pour une période de trente jours supplémentaires, en dépit du taux relativement faible de propagation. « Étant donné que la vie s'est arrêtée, toutes les entreprises ont fermé, ce qui affecte pratiquement tout le monde. La région la plus durement touchée est celle de Bethléem avec son fort taux de tourisme lié aux affaires. À d'autres endroits, la crise a mis plus de temps à se faire sentir, en particulier les zones du Nord de la Cisjordanie où les travailleurs journaliers travaillant en Israël ont continué à être autorisés à travailler temporairement, pour être ensuite récemment renvoyés dans les Territoires palestiniens en raison des vacances juives. Ainsi, tous les travailleurs journaliers en Israël sont maintenant privés de leurs revenus sans aucune protection. Il est difficile de se procurer des statistiques sur le chômage en ce moment, mais il est facile d'avancer le chiffre de 50-70% actuellement », a écrit Sami El-Yousef le 8 avril dernier. Heureusement, seulement quelques cas ont été enregistrés à Gaza.

En Jordanie, toutes les écoles ont fermé le 9 mars. Aux environs de la mi-mars, le gouvernement a déclaré un état d'urgence national et imposé le confinement le 17 mars 2020. Avant la pandémie, « le chômage en Jordanie s'élevait à 19%, frappant principalement les jeunes dont le taux de chômage atteignait 49% pour ceux de moins de 19 ans et 39% pour les 20-24 ans. Ces taux ont au moins doublé au cours des récentes semaines », affirme l'administrateur général du Patriarcat latin.

En ce qui concerne le processus éducationnel, aussi bien en Palestine qu'en Jordanie, les écoles ont été en mesure de poursuivre leur enseignement en ligne (*on line*) en utilisant la nouvelle plate-forme EduNation adoptée au début de l'année et qui se prête à l'enseignement à distance. En Jordanie, depuis que le confinement a commencé, les enseignants participent à des ateliers de formation sur la façon d'enseigner en ligne, une opportunité dont n'ont pas bénéficié leurs collègues palestiniens. Toutefois –explique Sami El-Yousef– il existe de grands défis concernant l'enseignement en ligne à cause du manque de technologie adaptée et d'accès à internet dans de nombreux foyers, sans compter que des familles nombreuses doivent se partager un seul ordinateur et que beaucoup d'entre elles ne possèdent pas un niveau d'éducation leur permettant d'aider leurs enfants.

En Israël, les écoles ont fermé le 16 mars. Là, « le Ministère de l'Éducation s'est engagé à payer la totalité des subventions accordées aux écoles avant la fin de l'année scolaire, ce qui permettra aux écoles de payer les salaires dans leur totalité, sans grandes difficultés financières », ajoute l'administrateur général du Patriarcat latin.

Fin avril, on a appris que le chômage en Israël est passé de moins de 4% avant la pandémie à 27%. Une mauvaise nouvelle concernant la communauté des migrants en Israël qui souffre durement car « beaucoup sont sans-papiers et travaillent comme travailleurs journaliers. Ils ont été les premiers à être renvoyés de leur travail et ils n'ont aucun droit à bénéficier des aides sociales du gouvernement, pas plus qu'ils n'ont droit à l'assurance santé », commente Sami El-Yousef.

Comme nous l'avons vu dans de nombreuses régions du monde, le soutien d'une communauté à l'autre et entre voisins a été un moyen de survie vital et Mgr Pizzaballa, l'archevêque, a fortement encouragé ce type de soutien. « Cela a parfaitement fonctionné durant cette dernière période et il y a bien longtemps que nous n'avions pas vu une telle générosité locale. Les paroisses les plus aisées soutiennent celles qui ont moins de moyens », déclare avec joie Sami El-Yousef. « Cependant – conclut-il - comme on pouvait s'y attendre et comme cette situation commence à se prolonger et se prolongera encore pendant longtemps, même quand l'urgence sera levée et que nous retournerons progressivement à la normalité, le chômage continuera d'être élevé dans un avenir prévisible et les familles auront besoin d'assistance ».

Elena Dini

(mai 2020)